



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 17 (2023)

## Faits saillants

- ❖ Philippines : croissance visée de 6-7% en 2023
- ❖ Malaisie : ralentissement marqué des échanges commerciaux au T1-2023
- ❖ Thaïlande : confiance des industriels en hausse

## Région

### Rôle des PME dans le développement de l'économie numérique

Selon un récent article de l'École S. Rajaratnam d'études internationales (RSIS), l'économie numérique de l'ASEAN pourrait figurer parmi les cinq premières du monde d'ici 2025, avec une croissance annuelle projetée d'environ 6%. La croissance du secteur pourrait toutefois se heurter à des défis liés à la fracture numérique entre les pays et la divergence des réglementations nationales sur les données, facteurs susceptibles de décourager l'investissement à terme, y-compris étranger. Selon des rapports de la société TDCX et de la Singapore Business Federation, les PME joueraient un rôle déterminant dans l'accélération de la numérisation de l'économie sud-est asiatique. Les PME à Singapour, en Indonésie, en Malaisie, en Thaïlande et au Vietnam devraient investir à hauteur de 130 Mds USD dans les technologies au cours des trois prochaines années, soit une hausse de 70% par rapport aux niveaux actuels. En avance sur ses homologues d'Asie du Sud-Est, 36% des PME de Singapour ont déjà numérisé une partie importante de leurs opérations, contre 15% en Indonésie. Cependant, les PME de la région continuent de faire face à des difficultés, notamment sur l'accès à la connaissance et à l'expertise, la formation du personnel et l'obtention de conseils sur la manière de numériser davantage leurs activités.

### Vague de chaleur historique en Asie du Sud-Est au mois d'avril

Au cours du mois d'avril, les températures enregistrées ont battu des records jamais atteints en Asie du Sud-est. Le 14 avril, 45,4 °C ont été relevés dans le nord-ouest de la Thaïlande - un record absolu pour le royaume, dont le précédent record était de 44,6 °C. Le service météorologique national thaïlandais a estimé que l'indice de chaleur, prenant en compte l'humidité de l'air, dépassait les 54 °C. Des records similaires ont été enregistrés au Laos. La multiplication de ces épisodes extrêmes amplifie la volatilité boursière dans les secteurs sensibles à la météo, en particulier les cours des matières premières agricoles, et menace également le rendement des récoltes.

## ❖ LE CHIFFRE À RETENIR

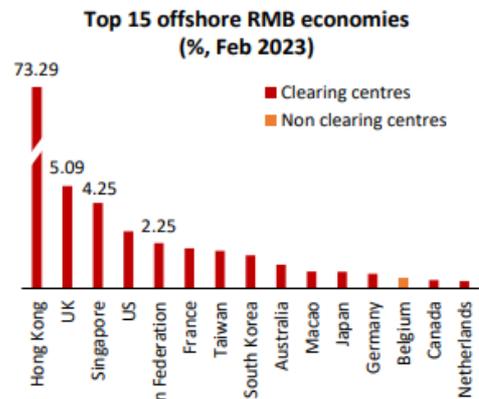
60%

Droits de timbre pour les acquéreurs étrangers de biens immobiliers à Singapour (anciennement 30%)

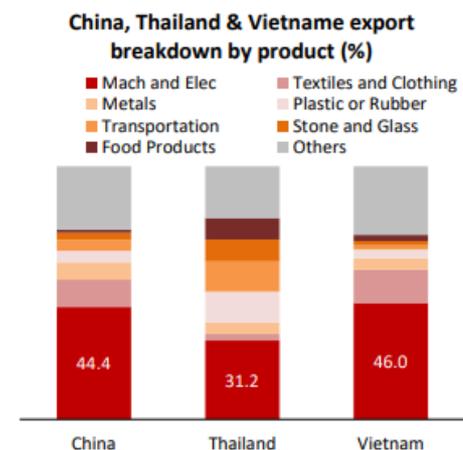
## RCEP et adoption du RMB dans les échanges commerciaux régionaux

Le 25 avril, la banque DBS a publié une étude sur l'impact que pourrait avoir le Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) sur l'adoption du Renminbi (RMB) dans les échanges commerciaux régionaux. Quatre facteurs sont présentés comme de potentiels catalyseurs :

- i) la similarité des produits exportés par la Chine et ceux exportés par l'ASEAN : l'électronique représente 44% des exportations chinoises, 46% pour le Vietnam et 31% pour la Thaïlande. Avec le RCEP, les entreprises pourraient être tentées d'utiliser davantage le RMB pour rester compétitives face à leurs concurrents chinois ;
- ii) la relative stabilité du yuan : entre 2016 et 2022, le RMB s'est moins dépréciée que d'autres devises majeures par rapport à l'USD (-5,4%) et a mieux résisté à la crise sanitaire que les devises de la région ;
- iii) la possibilité de règlements en RMB dans le secteur de l'énergie, en témoignent l'achat en mars par la Chine de 65 000 t de GNL aux Emirats Arabes Unis, ainsi que les achats croissants de pétrole et gaz russe depuis le début des sanctions ;
- iv) le réseau important de centres renminbi off-shore et lignes de swaps sur le continent : sur les 28 centres offshore RMB à l'étranger, 13 sont localisés en Asie Pacifique, dont à Singapour (3<sup>ème</sup> centre mondial), en Malaisie et en Thaïlande. Selon DBS, le RCEP fournirait la plate-forme idéale pour favoriser l'essor des transactions en RMB, ce qui serait cohérent avec l'ambition de l'ASEAN de réduire sa dépendance vis-à-vis du dollar US, comme évoqué lors de la réunion des ministres des Finances et banquiers centraux à Bali.



Source: SWIFT, DBS



Source: WITS, DBS

## Indonésie

### Retour du taux de pauvreté à un niveau proche de celui d'avant crise

En avril, la Banque mondiale a publié une analyse de l'évolution macroéconomique et de la pauvreté dans 148 pays en développement dans le cadre de son « Macro Poverty Outlook ». Selon la Banque mondiale, le taux de pauvreté (« International Poverty Rate ») s'est réduit à 2,5%, contre 3,6% en 2021, se rapprochant des niveaux antérieurs à la pandémie. En effet, l'économie indonésienne s'est redressée (5,3% en 2022), soutenue par la

Indicateurs macroéconomiques	2022	2023*	2024*	2025*
Croissance du PIB (%)	5,3	4,9	4,9	5,0
Inflation (%)	4,2	4,5	3,8	3,5
Compte courant (% de PIB)	1,0	0,0	-0,4	-1,0
Déficit budgétaire (% de PIB)	-2,4	-2,5	-2,5	-2,5
Recettes publiques (% de PIB)	13,4	12,5	12,7	12,9
Dette publique (% de PIB)	39,5	39,1	38,7	38,5
Taux de pauvreté international (2,15 USD)	2,5	2,0	1,6	1,3

Banque Mondiale (MPO)

à la pandémie. En effet, l'économie indonésienne s'est redressée (5,3% en 2022), soutenue par la

croissance des exportations de produits de base. De plus les impacts de l'inflation (elle-même limitée par certains prix administrés) sur la population pauvre ont été atténués par l'augmentation des transferts ciblés en nature, subventions salariales, transferts aux administrations d'un montant global équivalent à 0,1% du PIB. Sur le plan des perspectives économiques, la BM anticipe un ralentissement de la croissance (à 4,9% en 2023 et 2024, contre 5,3% en 2022) et de l'inflation à partir de 2024 (4,5% en 2023 et 3,8% en 2024), avec une décélération du rythme de réduction de la pauvreté à partir de 2025, où elle atteindrait le taux de 1,3%.

### Première obligation verte d'une entreprise non-financière depuis 2020

PT Pertamina Geothermal Energy, filiale de l'entreprise publique pétrolière et gazière PT Pertamina, engagée dans l'exploration, l'exploitation et la production géothermiques (avec une capacité installée de 1,9 GW), est entrée en bourse à Jakarta le 24 février dernier, avec la plus grande émission du trimestre (plus de 600 M USD), cf. Brèves semaine 7. La bourse indonésienne s'est classée 2<sup>ème</sup>, derrière Bombay, en nombre d'introductions en bourse au premier trimestre avec 30 IPO (Initial Public Offering), et 5<sup>ème</sup> en montant (800 M USD). Et le 20 avril, la société a émis son premier Green Bond, des obligations vertes non-garanties de premier rang à 5 ans, avec un taux d'intérêt de 5,15% et d'un montant de 400 M USD. Il s'agit de la première obligation verte émise par une entreprise non-financière indonésienne depuis octobre 2020. BNP Paribas a participé à l'émission en tant que « joint bookrunner » et « sole green structuring advisor ».

## Malaisie

### Ralentissement marqué des échanges commerciaux au 1<sup>er</sup> trimestre 2023

La dynamique de croissance des échanges commerciaux ralentit fortement au 1<sup>er</sup> trimestre avec une croissance de 2,8% des exportations (81,7 Mds USD) et de 3,7% pour les importations (66,8 Mds USD), en g.a., contre 11,8% et 18,5% au trimestre précédent. L'excédent commercial se réduit de 1,0%, à 14,8 Mds USD. Les exportations ont été soutenues par les secteurs électrique et électronique (+3,3%) et pétrolier (+44,6%), alors que les exportations d'huile de palme et produits dérivés ont chuté de 17,2%.

### Nouvelle croissance des bénéfices du groupe bancaire Maybank en 2022

Maybank a réalisé un bénéfice net de 1,8 Md USD en 2022, revenant ainsi à son niveau d'avant la crise sanitaire, grâce à une croissance du résultat opérationnel net de 8,5% (6,2 Mds USD). Les encours de crédits et de dépôts ont augmenté de 6,2% et 4,4%, respectivement. Le ratio Common Equity Tier 1 (CET1) s'établit à 15,7% (contre 16,1% en 2021) et le taux de créances douteuses s'est réduit à 1,57% (après 2,0%).

### Levée de l'interdiction d'importation aux Etats Unis pour le groupe Smart Glove

Les autorités douanières américaines avaient décidé de bloquer en novembre 2021 les importations du groupe de sociétés Smart Glove en raison de soupçons de travail forcé dans la fabrication de gants jetables en Malaisie. L'interdiction d'entrée sur le marché américain a été levée le 26 avril 2023 après que des mesures correctives aient été prises. Le groupe Smart Glove réunit, outre la société homonyme, GX Corporation, GX3 Specialty Plant, Sigma Glove Industries, et Platinum Glove Industries.

## Singapour

### Inflation de 5,5% en mars, en recul grâce à la baisse des prix alimentaires

Selon l'Autorité Monétaire de Singapour (MAS) et le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI), l'inflation sous-jacente à Singapour, qui exclut le transport privé et l'hébergement, a ralenti pour la première fois depuis octobre 2022, atteignant 5,0% en mars 2023 par rapport à l'année précédente. (+5,5% pour l'indice global). Ce chiffre est inférieur à la prévision médiane de 5,1% de Bloomberg. Il est le premier signe d'un ralentissement de l'inflation depuis que la MAS a décidé d'arrêter la progression du resserrement monétaire. La hausse des prix alimentaires a ralenti à 7,7% en mars par rapport à il y a un an, les prix de la volaille, des œufs et de la farine étant revenus de leurs sommets historiques. En revanche, les prix du logement ont augmenté de 5,2%, tandis que ceux de l'éducation et des soins de santé ont respectivement augmenté de 3% et de 4%.

### Hausse des droits de timbre pour les étrangers et les résidences secondaires

Singapour a décidé d'augmenter les droits de timbre afin de ralentir la surchauffe du marché immobilier, craignant que l'afflux de richesse ne nuise à la compétitivité du pays en tant que centre financier et à l'accessibilité des logements pour les résidents. Le gouvernement a ainsi annoncé une hausse des droits de timbre pour les étrangers achetant une propriété privée et les acheteurs de maisons secondaires. Pour les acquéreurs étrangers d'un bien immobilier, le taux d'imposition a ainsi doublé, passant de 30% à 60%. Le droit de timbre sur les maisons secondaires est passé de 17% à 20% pour les citoyens singapouriens et de 25% à 30% pour les citoyens qui achètent leur troisième maison ou plus. Les actions des développeurs immobiliers de Singapour ont chuté en réponse à cette nouvelle. Au T1-2022, les prix des logements ont augmenté de 3,3% par rapport au trimestre précédent, marquant le 12<sup>ème</sup> trimestre consécutif de hausse malgré le contexte global de taux d'intérêt élevés et d'incertitude économique.

### Lancement d'un plan d'action pour une « finance nette zéro »

Le 20 avril, le ministère des Finances et la MAS ont annoncé le lancement du plan d'action "Finance for Net Zero" (FINZ). Ce plan vise à mobiliser des financements pour favoriser la transition vers l'objectif net zéro émissions et les activités de décarbonation à Singapour et dans la région. Il élargit le champ d'action du plan d'action sur la finance verte de la MAS lancé en 2019 pour inclure la finance liée à la transition (investissements, prêts, assurances et services connexes). Les quatre axes du plan FINZ incluent : (i) la promotion de données et de définitions cohérentes sur le climat ; (ii) des incitations pour la gestion des risques environnementaux au sein du secteur financier, (iii) la mise en place au niveau régional de stratégies de décarbonation par filières et, (iv) la mise à contribution d'outils de marché pour financer la transition. À noter également la tenue cette semaine d'une série de réunions dans le cadre de la présidence par Ravi Menon, directeur général de la MAS, du « Réseau des banques centrales et superviseurs pour le verdissement du système financier » (NGFS), dont le secrétariat est assuré par la Banque de France. Ces réunions ont permis à 144 institutions et observateurs de discuter de l'état et de la gestion des risques financiers liés au climat en vue d'une transition vers une économie durable.

### Renouvellement des ambitions maritimes de Singapour

Lors de la cérémonie d'ouverture de la Singapore Maritime Week (SMW), qui s'est déroulée du 24 au 27 avril, le ministre des Transports de Singapour, S. Iswaran, a déclaré que l'industrie maritime de Singapour devait rester concentrée sur la décarbonation, la digitalisation et la formation de talents pour atteindre ses objectifs tout en gérant les risques immédiats (ralentissement économique mondial, tensions géopolitiques). À cette occasion, plusieurs MoU ont été signés. MPA a notamment signé un MoU avec le Port de Los Angeles et le Port de Long Beach pour établir un couloir maritime vert et numérique entre Singapour et le complexe portuaire de San Pedro Bay, où se trouvent les deux

mégaports. L'écosystème maritime français a bien été représenté lors de cette séquence grâce à un Pavillon France d'une dizaine d'entreprises au salon Sea Asia, attenant à la SMW, ainsi que par la présence d'une délégation administrative venue de France (délégation des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture, et le Registre International Français, l'École Nationale Supérieure Maritime), le GICAN et le Cluster Maritime. La SMW a été l'occasion de renforcer la coopération maritime entre la France et Singapour, à travers la signature d'un MoU entre CMA CGM, Bureau Veritas, PSA et Synergy Marine Group pour le lancement de l'incubateur de start-ups « ZeBox », ainsi que la formalisation de l'engagement de Shift4Good avec Sinay et MotionVentures.

## Vietnam

### Résultats de la première étude économique de l'OCDE consacrée au Vietnam

Selon l'OCDE, le Vietnam a évité une récession pendant la pandémie grâce à une gestion avisée de la crise et à des politiques économiques saines. L'étude souligne la nécessité pour le pays d'adopter des réformes pour préserver la résilience de son économie. Le pays affichera une croissance robuste du PIB de 6,5% en 2023 et de 6,6% en 2024. Cependant, le fort taux d'ouverture de l'économie vietnamienne l'expose à des incertitudes géopolitiques et aux perturbations potentielles des chaînes d'approvisionnement. Le Vietnam devrait augmenter les recettes fiscales pour financer des besoins de dépenses en hausse, notamment en matière de protection sociale. La transition numérique, l'allègement des charges administratives, l'ouverture du marché des télécommunications aux investisseurs étrangers seront également nécessaires pour garantir la poursuite des progrès économiques et sociaux du pays.

### Ralentissement de la baisse des IDE sur les quatre premiers mois 2023

Après trois mois consécutifs de réduction depuis janvier, la baisse des investissements directs étrangers (IDE) a ralenti sur les quatre premiers mois de 2023 à 17,9% en glissement annuel (à comparer à -19,3% au cours des trois premiers mois), avec un montant total de 8,9 Mds USD enregistrés. Ce ralentissement est dû principalement à la hausse des IDE dans les nouveaux projets (4,1 Mds USD, soit une augmentation de 11,1% en glissement annuel) et à l'augmentation du montant associé aux prises de participation dans des entreprises existantes (3,1 Mds USD, soit une hausse de 70,4% en g.a). Le secteur manufacturier demeure le plus attractif avec 5,1 Mds USD d'IDE. Hanoï est la principale destination avec plus de 1,1 Mds USD, suivie de Bac Giang, Ho Chi Minh-Ville, Binh Duong et Dong Nai.

### Nouveau cadre pour la protection des données personnelles

Le 17 avril 2023, le gouvernement vietnamien a promulgué un décret sur la protection des données personnelles. Selon ce document, qui était attendu depuis bientôt quatre ans, toute collecte de telles données nécessitera l'accord préalable de leur propriétaire. Le texte introduit également un droit à leur accès ainsi qu'à leur suppression (sauf dans certains cas spécifiques), et interdit toute forme d'achat ou de vente de telles données. Alors qu'un accord préalable du propriétaire des données est nécessaire pour le traitement et le transfert à l'étranger de données personnelles « sensibles », le décret n'introduit en revanche aucune obligation nouvelle de stockage de ces données sur le territoire national. Le décret comporte par ailleurs une dimension extraterritoriale, s'appliquant également aux entités vietnamiennes opérant à l'étranger ainsi qu'aux entités étrangères traitant « directement » ou « par association » des données au Vietnam. Si la loi reprend ainsi certains aspects du règlement général pour la protection des données personnelles (RGPD) européen, elle n'est pas pour autant d'inspiration libérale. Tout d'abord, l'exigence d'obtenir l'accord préalable du propriétaire des données pour collecter ces dernières souffre de cinq exceptions, dont notamment « le traitement des données par les agences nationales compétentes pour la sécurité nationale ». En outre, aucune agence ad hoc n'a

été créée pour superviser la mise en œuvre du décret (comme au Danemark, à Singapour, en Corée du sud, en Géorgie, etc.), qui relèvera des organes de sécurité, à savoir le département de la Cybersécurité et de la prévention des crimes de haute technologie au sein du Ministère de la sécurité publique. L'entrée en vigueur du décret est prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet 2023 mais une période de grâce de deux ans (jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2025) est accordée aux petites et moyennes entreprises (sauf celles opérant directement dans le secteur du traitement de données personnelles).

## Thaïlande

### Amélioration de la confiance des industriels en mars

L'indice de confiance des industriels thaïlandais (TISI) a atteint en mars son niveau le plus élevé en 10 ans sous l'effet de la poursuite de la reprise économique, stimulée tant par la demande domestique que par la production. L'indice s'est ainsi élevé à 97,8 pts, soit son plus haut score depuis janvier 2013, après 96,8 en février et 94,1 en janvier. Ce sentiment positif est néanmoins partiellement contrebalancé par les risques que perçoivent les industriels sur les coûts de production qu'ils jugent pour l'heure trop élevés en lien avec les hausses passées des prix (énergie et matière première). Ce résultat surprend néanmoins quelque peu car s'affiche en partie en décalage avec les mauvaises performances à l'export (-4,2 % en valeur et en g.a en mars, soit le sixième mois consécutif de baisse des exportations).

### Vers le développement d'un système de règlement des échanges yuan-baht

La Bank of Thailand s'apprête à lancer des discussions avec son homologue chinoise en vue de mettre en place un système de règlement des échanges entre le yuan et le baht, l'objectif affiché étant de limiter les risques de change provoqués notamment par la volatilité du dollar américain. Cette initiative viendrait renforcer le mécanismes existant entre les deux devises au travers du « Yuan-baht Bilateral Currency Swap Arrangement » (BSA) qui autorise l'échange entre devises locales jusqu'à 70 Mds de RMB ou 370 Mds THB (11 Mds USD) sur une période de cinq ans. Le gouverneur de la banque centrale justifie ce nouveau rapprochement avec la devise chinoise du fait des conséquentes fluctuations qu'a connu le baht par rapport au dollar en 2022 en lien avec la politique monétaire américaine, la banque centrale anticipant de nouvelles fluctuations en 2023. Pour mémoire, le baht avait atteint un point bas de 38,5 THB pour 1 USD en septembre 2022 pour se réapprécier ensuite jusqu'à 32,6 THB en janvier 2023.

## Philippines

### Maintien de l'objectif de croissance dans une fourchette de 6-7% en 2023

Lundi 24 avril, le Comité de coordination du budget de développement (DBCC) a maintenu son objectif de croissance du PIB de 6% à 7% pour 2023 et de 6,5% à 8% pour la période 2024-2028. Le DBCC a ainsi estimé que les investissements et la consommation permettront à l'économie philippine de résister à l'impact d'une inflation plus élevée - la DBCC a également révisé ses prévisions d'inflation pour l'année 2023 passant d'une fourchette de 2,5% à 4,5% en décembre 2022 à une fourchette de 5% à 7%. Selon la ministre du Budget Ameh Pangandaman, cette estimation de croissance du PIB tient compte des tensions géopolitiques et commerciales actuelles, d'un éventuel ralentissement de l'économie mondiale et des perturbations météorologiques qui affectent le pays.

### Prévision d'une augmentation des recettes gouvernementales

Le Comité de coordination du budget de développement (DBCC) prévoit une augmentation des recettes (annuelles) du gouvernement philippin à 67 Mds USD (3 729 Mds PHP) en 2023 (15,2% du PIB prévu pour l'année 2023), jusqu'à 119 Mds USD (6 621 Mds PHP) en 2028 (17,2% du PIB prévu pour

l'année 2028), grâce à la mise en œuvre de mesures fiscales, dont certaines avaient été initialement proposées par l'administration de Rodrigo Duterte. Le DBCC estime notamment que la loi d'imposition des revenus passifs et des intermédiaires financiers devrait rapporter 450 M USD (25 Mds PHP) au gouvernement annuellement. Il a également réitéré son intention de mettre en œuvre d'ici 2024 une taxe sur la valeur ajoutée pour les fournisseurs de services numériques, ainsi que des taxes d'accise sur les plastiques à usage unique et les alcools pré-mélangés.

## Arrêt de la mise en circulation de produits à base de riz et d'aubergines génétiquement modifiés

Le 18 avril, la Cour Suprême a rendu une ordonnance dite de « kalikasan », concernant le cas G.R. No. 263565 empêchant la commercialisation de produits à base de riz et d'aubergine génétiquement modifiés. Sont concernés le riz dit « doré » et l'aubergine *Bacillus thuringiensis*. Les pétitionnaires, menés par MASIPAG (une organisation de fermiers), réclamaient notamment que les permis de biosécurité du riz doré et de l'aubergine Bt soient déclarés nuls et non avenue, et que la commercialisation desdits produits soit suspendue jusqu'à ce que la preuve de leur sécurité et de leur conformité aux exigences légales soit apportée à travers la réalisation d'évaluation indépendantes des risques liés à leur consommation ou à leur culture par les agriculteurs et les populations locales, et à la mise en œuvre de mécanismes de responsabilité en cas de dommages constatés.

## Cambodge

### E-commerce, source potentielle de recettes fiscales

Le commerce en ligne connaît une croissance constante ces dernières années, la pandémie de COVID-19 ayant accéléré la transition de nombreuses entreprises vers cette nouvelle forme de commerce. Le volume des transactions du commerce électronique au Cambodge devrait atteindre 1,8 Md USD d'ici 2025, contre 813 M USD en 2020. Afin de soutenir cette évolution, une loi sur le commerce électronique a été promulguée en novembre 2019 et mise en œuvre à partir de mai 2020. Un décret précisant les règles et procédure de mise en œuvre de la TVA a été publié en septembre 2021. La direction générale des impôts collecte ainsi depuis avril 2022 une TVA sur les activités commerciales en ligne ; y compris pour des entreprises étrangères n'ayant pas d'implantation au Cambodge mais des clients (Meta, Amazon, Microsoft, Youtube, Tiktok...). Les recettes fiscales correspondantes ont atteint 44 M USD pour les 9 derniers mois de 2022 et déjà 20,9 M USD pour les trois premiers mois de 2023. Ces recettes sont les bienvenues alors que le Cambodge doit augmenter ses ressources pour faire face à ses nombreux besoins (santé, éducation, protection sociale...).

### Trois nouvelles IG au Cambodge

Le sel de Kampot-Kep, la sauce de poisson de Kampot et l'écrevisse de Takeo sont désormais enregistrés comme indications géographiques (IG). Le lancement officiel a eu lieu le 26 avril, lors de la Journée mondiale de la propriété intellectuelle. Le Cambodge compte désormais 7 IG, en comptant le poivre de Kampot, le sucre de palme de Kampong Speu, le pomelo de Koh Trong et le miel sauvage du Mondulkiri. Quatre autres produits ont été enregistrés à la même occasion comme marques collectives – qui relèvent d'une logique très différente et totalement commerciale –, à savoir la noix de coco Kopyor de Battambang, les nouilles khmères de Siem Reap, le pomelo de Koh Pir et le riz pilé de Kampong Thom. Ces IG et marques collectives sont non seulement très appréciés sur les marchés nationaux et étrangers, mais ils deviennent également un élément de la promotion touristique du pays. Pour autant, ces produits répondent à une demande des produits haut de gamme et non à d'importants volumes. L'AFD a soutenu le développement des Indications géographiques au Cambodge.

## Nouveau terminal à conteneurs du port de Sihanoukville

Le volume d'importations et d'exportations passant par le port autonome de Sihanoukville (PAS) a connu un taux de croissance annuel moyen de plus de 10% ces dernières années. À ce jour, 12 compagnies exploitent entre 16 et 18 barges fluviales entrant et sortant régulièrement du port. Le PAS joue un rôle important pour le commerce international du Cambodge. De fait, environ 70% de celui-ci passe par ce seul port en eau profond du pays. Un projet de 300 M USD, financé par la coopération japonaise (JICA), prévoit la construction d'un nouveau terminal à conteneurs. Il mesurera 350 mètres de long, pour 14,5 mètres de profondeur, et une capacité de 450 000 EVP par an. Il devrait être opérationnel d'ici mi-2026, et devrait améliorer la compétitivité du pays pour le transport maritime.

## Laos

### Pas de boucle prix-salaire en vue au Laos

L'inflation semble avoir atteint son point haut en février (41,3%) et s'établit à 40,9% au 1<sup>er</sup> trimestre en moyenne. C'est dans ce contexte que le gouvernement a annoncé, en prévision de la Journée internationale du Travail, la hausse du salaire minimum mensuel de 1,2 M à 1,3 M LAK (70 à 76 USD). Cette décision fait suite à la demande de la Fédération laotienne des syndicats d'une hausse à 1,5 M LAK. À noter que la Chambre nationale de commerce et d'industrie s'était opposée à cette demande, ses entreprises membres alléguant qu'une augmentation trop conséquente du salaire minimum aurait un impact négatif sur leurs coûts et leurs activités. Avec une hausse de 8,3%, on est loin d'une boucle prix-salaire et la majorité des entreprises peut sans doute absorber cette hausse sans grande difficulté.

### Appui de la FAO à l'exportation de bétail vers la Chine

La Chine a ouvert des contingents de têtes de bétail à l'importation en provenance du Laos. Toutefois, ce dernier n'a jusqu'à présent été en mesure que d'en fournir une faible fraction. Cela s'explique par la difficulté des producteurs laotiens à élever, par exemple, des bovins correspondant aux attentes chinoises. Plus encore, ces éleveurs comme les autorités sanitaires laotiennes, peinent à respecter les conditions sanitaires très strictes imposées par l'administration de la quarantaine chinoise. Du coup, le ministre chinois de l'Agriculture et des affaires rurales a accordé un financement à la FAO pour permettre à l'Organisation d'apporter une assistance technique, notamment sous la forme de formations, au ministère laotien de l'Agriculture et de la forêt. Les agents chargés de la santé animale assureront ainsi un meilleur respect des règles chinoises et préviendront l'introduction en Chine de la fièvre aphteuse ou de la dermatose nodulaire contagieuse (bovins) ou de la variole caprine. Cela illustre bien les importants besoins en viande de la Chine et son souhait d'utiliser un pays comme le Laos comme source d'approvisionnement.

### Lancement des travaux pour le train Vientiane-Vung Ang

Ce projet, confié à PetroTrade (Laos) et Deoca Group (Vietnam), reprend un vieux projet destiné à désenclaver le centre du Laos en reliant Vientiane à Vung Ang, port sur la mer dans la province vietnamienne de Ha Tinh. Les travaux pour la première section de la ligne, 139 km entre Thakhek (chef-lieu de la province de Khammouane) et la frontière vietnamienne, commenceraient en début d'année 2024 au plus tard selon ses promoteurs. La totalité de la ligne, en voie unique et électrifiée, s'étendrait sur 540 km, nécessiterait de nombreux ouvrages d'art et pourrait coûter 5 Mds USD. Outre le port sec de Thanaleng à l'extrémité laotienne de la ligne, deux autres centres logistiques seraient construits, à Thakhek et Vung Ang. Il est question que cette ligne et les infrastructures associées soient uniquement financées sur fonds privés et que ses deux promoteurs bénéficient d'une concession. La réalisation de ces projets, pour utile qu'elle serait, ne semble donc pas évidente dans ces conditions.

## Birmanie

### Baisse de près de 60% des investissements directs étrangers en 2022-23

Selon le registre du Directorate of Investment & Company Administration (DICA), les investissements directs étrangers (IDE) approuvés se sont élevés à 1,64 Mds USD pour l'année fiscale 2022-23, soit une baisse de 57% par rapport à l'année fiscale de 2020-21. Singapour reste de loin le premier investisseur avec des investissements à hauteur de 1,2 Md USD, devant Hong Kong (170 M USD) et la Chine (121 M USD). Le secteur de l'électricité en représente 50% même si les flux dans ce secteur ont fortement baissé en 2022-2023 (de 3,1 Mds USD à 820 M USD).

### Sortie du groupe d'ingénierie AFRY

Le groupe suédois AFRY, l'un des plus anciens groupes étrangers implanté en Birmanie (depuis 2000) vient de décider de mettre un terme à ses projets hydroélectriques au plus tard à la fin de cette année en raison de l'évolution de la situation sécuritaire dans le pays. Ce retrait aura des effets considérables sur la production électrique alors que le pays peine déjà à satisfaire ses besoins actuels. AFRY est le dernier groupe international en date à quitter le pays depuis le coup de février 2021, faisant suite au départ de nombreuses multinationales tels que le français TotalEnergies, le brasseur japonais Kirin, le groupe pétrolier australien Woodside, le fabricant anglais de cigarettes BAT, le groupe suisse Nestlé, les opérateurs de télécommunication norvégien Telenor et qatari Ooredoo, ainsi que le groupe pétrolier américain Chevron.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN  
Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright  
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour  
Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : [esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr](mailto:esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr) ; [olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr)



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité